

Mélenchon a mobilisé contre le traité et l'austérité

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Paris.

SOPHIE DE RAVINEL

GAUCHE RADICALE « J'ai quarante ans de manifestations dans les pattes et je peux vous dire que celle-ci, c'est un succès... » Place d'Italie à 17 heures, dimanche, Michel, ancien syndicaliste chez Renault à Boulogne-Billancourt, observe le flux incessant des manifestants qui arrivent de la place de la Nation où les premiers étaient partis à 14 heures. Dans le cortège de tête, son chèque rouge autour du cou, Jean-Luc Mélenchon est tout sourire malgré l'assaut des médias pour cette première manifestation contre le traité européen et contre les choix du gouvernement d'imposer sa politique d'austérité. À côté de lui, un des responsables du Parti de gauche, Éric Coquerel, résume : « L'ordre de grandeur de cette manifestation, c'est plusieurs dizaines de milliers de personnes. C'est donc une manifestation de masse. Notre pari est réussi ! » Les chiffres des organisateurs sont montés jusqu'à 80 000 manifestants. La Préfecture de police ne s'est pas mouillée, refusant de donner une estimation du fait du

caractère politique de l'événement. Mais les images ont montré une mobilisation réelle contre les choix du gouvernement de Jean-Marc Ayrault et le refus de François Hollande de renégocier le traité européen, qualifié de « traité Merkozy » par la gauche radicale, au programme mardi à l'Assemblée.

« Nous réunissons à gauche tous ceux qui ont des fourmis dans les jambes et ils sont nombreux »

OLIVIER BESANCENOT, EX-CANDIDAT DU NPA

« Ayrault est particulièrement fermé, c'est une partie du problème », a assuré Mélenchon. L'ex-candidat du Front de gauche à la présidentielle a pointé « les ministres enfermés dans leur bulle technocratique » et résumé l'objet de la manifestation : « Nous sommes là pour qu'ils comprennent ce qui se passe parce qu'ils ne voient pas plus loin que leur horizon comptable... » À côté de lui, Pierre Lau-



Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent, dimanche à Paris, en tête de la manifestation contre le traité européen.

V. BOISOT POUR LE FIGARO

rent, secrétaire national du PCF, ironise : « Ceux qui ne veulent pas entendre aujourd'hui entendront demain. »

Le Front de gauche est pourtant fragilisé par cet exercice d'équilibriste qui consiste à manifester contre l'austérité tout en refusant de se situer dans « l'opposition » au pouvoir en place. Présent comme une soixantaine de formations politiques, syndicales et associatives – lui aussi dans le carré de tête, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) n'a pas manqué de pointer ce qu'il considère comme une incohérence. « Nous sommes opposés à l'austérité et le gouvernement est favorable à l'austérité. Nous sommes donc opposés au gouvernement », a résumé Philippe Poutou, ex-candidat à la présidentielle, jugeant que « les tergiversations et les hésitations, dans ce domaine, peuvent coûter cher ». À ses côtés, Olivier Besancenot, ex-candidat du NPA lui

aussi, s'est réjoui : « Nous réunissons à gauche tous ceux qui ont des fourmis dans les jambes et ils sont nombreux... »

Ce cortège en annonce d'autres, selon les organisateurs. Dès la semaine prochaine, à l'appel de la CGT nationale qui n'a pas souhaité participer à celui-ci. Objectif espéré, dépasser le seul cadre de la gauche de la gauche, même si, dimanche, on trouvait aussi parmi les participants des écologistes et des socialistes. Tous étaient déçus que les élus de leurs partis respectifs qui sont opposés au traité ne soient pas venus manifester.

Dimanche soir sur TF1, François Fillon, a dit « comprendre » la manifestation du Front de gauche. L'ancien premier ministre, qui « votera des deux mains » le traité européen, juge que ce rassemblement « illustre la désillusion qui s'empare d'une partie du pays et notamment de la gauche ». ■

en bref

Tollé contre le Qatar dans les banlieues

« Que le Qatar investisse en France, pourquoi pas, mais qu'il entre dans nos banlieues (...) je ne l'accepterai jamais. Où est tombée la France pour accepter ça ? » a interrogé dimanche sur France 3 Nicolas Dupont-Aignan à propos de l'entrée de capitaux du Qatar dans les banlieues. Et l'ex-ministre UMP Bruno Le Maire s'est dit sur Radio J « favorable » à une commission d'enquête parlementaire sur ces investissements.

Rachida Dati candidate à une primaire à Paris

Après Chantal Jouanno, Claude Goasguen et Pierre Lellouche, Rachida Dati, maire UMP du VII^e arrondissement, se positionne pour la primaire à droite pour les municipales de 2014 à Paris. Elle a déclaré dimanche dans le JDD qu'elle serait « sans doute » candidate afin de « porter une vision et une ambition pour Paris. »

Fillon pour un vote du Parlement sur l'immigration

François Fillon s'est déclaré samedi favorable à un vote annuel du Parlement « comme c'est le cas au Canada » a-t-il précisé pour fixer le nombre des étrangers admissibles en France afin de « réguler de façon transparente » les flux migratoires.

Pierre Joxe déontologue ?

Le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartoloneo, devrait proposer aux députés la nomination comme « déontologue » de Pierre Joxe, 77 ans, ancien ministre PS, ancien président de la Cour des comptes. Mais il n'imposera personne. ■

Bernard Cazeneuve, ministre sous pression

Le ministre n'a plus que quelques jours pour convaincre les opposants au traité.

SOLENN DE ROYER

GOUVERNEMENT Tic, tac, tic, tac... L'heure tourne. Le ministre des Affaires européennes n'a plus beaucoup de temps pour convaincre les opposants au traité budgétaire européen, examiné à partir de mardi à l'Assemblée avec un vote prévu le 9 octobre. Il y a quelques jours, au Sénat, Bernard Cazeneuve a souri, un instant découragé : « Ce n'est pas possible, je n'arriverai pas à convaincre tout le monde ! »

« Il est à fond, il fait un excellent boulot, note le patron des sénateurs PS, François Rebsamen. Il prend même ça trop à cœur... » « Il est sur la brèche », reconnaît un député. L'intéressé nie toute inquiétude : « Si on est inquiet, il faut aller se faire soigner, il existe des médicaments pour cela. On ne gouverne pas un pays en étant inquiet. Je ne le suis pas. Je suis déterminé à faire en sorte que la nouvelle politique européenne soit mise en œuvre. »

Depuis l'été, l'ex-député maire de Cherbourg multiplie les rendez-vous avec les élus pour vanter l'épineux TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), dans son vaste bureau

du Quai d'Orsay. Par petits groupes ou en tête-à-tête. Lui qui a voté non à la Constitution européenne de 2005 n'hésite pas à recevoir plusieurs fois les plus rétifs. « Ce débat doit avoir lieu, argue-t-il. Il faut apporter des réponses précises. Je ne suis pas dans la stigmatisation de ceux qui ne pensent pas comme nous. Mais je réponds aux approximations. Il faut éviter les enfumages de part et d'autre. »

Lors d'une réunion au Sénat, Bernard Cazeneuve a ainsi « mouché » la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, qui votera contre. « Puisqu'on débat, débattons ! lui a-t-il lancé. Ce que tu viens de dire est faux. » La sénatrice : « C'est un choix politique ! » Le ministre : « Tu fais ton choix. Mais n'emploie pas d'arguments faux ! »

Au PS, tous décrivent ce fabusien, devenu porte-parole de la campagne de François Hollande, comme un « excellent technicien ». Cazeneuve s'était notamment distingué comme rapporteur de la mission d'information parlementaire sur l'attentat de Karachi. « Il maîtrise à fond ses dossiers, c'est un bon pédagogue, observe le député de l'aile gauche Régis Juanico. Quand on argumente face à lui, il faut se hisser à sa hauteur, à un niveau... élevé. » Chez les écologistes, l'enthousiasme est moins net. « Il est très court-

tois, mais ce n'est pas un défenseur particulièrement brillant de la cause, même s'il ne la dessert pas non plus, note, acide, le patron des députés Verts, François de Rugy. Il n'a pas fait bouger les lignes avec nous. » Avec son prédécesseur Bruno Le Maire, qui l'apprécie, Cazeneuve partage l'amour de la langue allemande.

« On ne gouverne pas un pays en étant inquiet. Je ne le suis pas »

BERNARD CAZENEUVE

« Précieux » et « raffiné » selon ses pairs, cet homme de dossiers de 49 ans, qui se plaît à citer l'Écclésiaste, aurait fait les délices des salons du XVIII^e siècle où il se serait bien vu vivre. L'écrivain Laurent Binet, qui a suivi la campagne de Hollande, le décrit comme un mélange d'énarque et... de croque-mort. Il n'est ni l'un ni l'autre. « C'est un garçon précis, extrêmement travailleur, dit le député Philippe Martin. Il n'est pas flamboyant. Il a même un côté sérieux qui serait un peu triste s'il n'avait pas ce délicieux humour

britannique... » Le député du Gers se souvient de la vieille DS vert pâle de Cazeneuve. « On se fait un Petit-Clamart ? » lui glissait parfois le maire de Cherbourg, allusion à l'attentat contre de Gaulle. Les deux amis allaient chercher la vieille voiture, au 3^e sous-sol de l'Assemblée, faisaient le tour de la Concorde, avant de revenir dans l'Hémicycle, hilares.

L'application qui lui met à convaincre les opposants au traité est jugée par certains disproportionnée. « C'est un lapin Duracell », note le « noniste » Pascal Cherkh, qui a expliqué sa position au ministre à la buvette de l'Assemblée mais décline une invitation au Quai d'Orsay. « Je n'ai pas besoin d'un tête-à-tête dans un confessionnal, s'agace-t-il. Cazeneuve est un avocat. Il est matos, un peu comme le serpent du Livre de la jungle... Il vous enroule, vous susurre une douce mélodie à l'oreille. Mais il y a un peu de vanité dans ce qu'il fait. Il n'y a pas de quoi s'exciter comme ça ! Ce traité va être largement voté. » Un autre ironise : « Après le vote, il prendra rendez-vous avec ceux qui ont voté contre pour tenter de les convaincre encore... » « Il y a de la fatigue, contredit un conseiller. Il ne le dira jamais mais il a hâte de passer à autre chose. » ■

Bayrou lance à Borloo le défi d'une primaire au centre

Le président du MoDem affirme qu'« il n'y a que les faibles qui craignent la compétition ».



François Bayrou pendant son discours, dimanche à Guidel dans le Morbihan.

RODOLPHE GEISLER
ENVOI SPÉCIAL ALORÉNT

CENTRE François Bayrou a mis les rieurs de son côté. Prié de « clarifier » ses intentions par ses dernières troupes restées fidèles, comme ces quelque 700 délégués réunis ce week-end à Guidel (Morbihan) pour l'université de rentrée du Parti centriste, le président du MoDem a habilement retourné les plus sceptiques à l'occasion de son discours de clôture.

L'ancien candidat aux trois dernières présidentielles a du métier. Citant d'abord Winston Churchill - « Il y a deux sortes d'hommes politiques. Ceux qui préparent la prochaine élection et ceux qui préparent la prochaine génération. Les premiers sont des hommes politiques, les seconds sont des hommes d'État » -, François Bayrou a su trouver les mots

pour remonter le moral des troupes : « Le centre, c'est le lieu où l'on refuse de regarder les concurrents comme des adversaires et les adversaires comme des ennemis. »

Le message plait, la salle applaudit. C'est le moment que choisit Bayrou pour lancer l'offensive sur la question du leadership au centre, que lui dispute désormais le président du Parti radical, Jean-Louis Borloo, qui devrait prendre la tête de la nouvelle Union des démocrates et indépendants (UDI). « Y aura-t-il un crocodile de trop ? Je ne le pense pas. Le jour venu de l'élection présidentielle, s'il y a plusieurs candidats, eh bien, organisons les primaires du centre ! », lance-t-il, reprenant une idée déjà portée par sa première vice-présidente, Marielle de Sarnez.

L'occasion alors de défier ouvertement Borloo, qui fut son directeur de campagne de 2002 : « Il n'y a que les faibles qui craignent la compétition ! » Le message

est lancé, l'ancien ministre de l'Écologie devrait apprécier. Pour Bayrou, « le centre ne sera fort que lorsqu'il acceptera d'être totalement uni ». L'occasion, cette fois, de régler ses comptes avec ses anciens amis de l'UDF, notamment ceux qui sont passés au Nouveau Centre : « S'il y a ces primaires du centre en 2017, cette fois-ci, tous les leaders du centre soutiendront le candidat du centre. Et, peut-être cette fois, ce candidat, non pas combattu par les siens mais soutenu, gagnera ! »

Thérapie de groupe

À l'applaudimètre, les militants, qui samedi soir s'étaient livrés à une sorte de thérapie de groupe en débattant durant près de quatre heures tout ce qu'ils avaient sur le cœur après les derniers échecs électoraux du MoDem, semblent remontés. En développant son idée de primaire du centre pour 2017 et donc en ne fermant

pas totalement la porte à l'UDI, tout en demandant à ses militants de rester eux-mêmes, sans doute François Bayrou espère-t-il avoir stoppé l'hémorragie. Pour les prochaines échéances locales, son message est clair : « Constituez des équipes les plus larges possible ! » Avec qui ? « Je me fiche des étiquettes », jure le Béarnais.

D'ici là, le chef centriste assure qu'« en période de crise, l'unité est un devoir ». D'où cette main tendue : « Le MoDem affirme son offre de dialogue et de coopération, son offre de démarche unitaire. » Un peu plus tôt, il avait ainsi défini le centre : « Le centre est uni. Il n'y a pas de centre droit ou de centre gauche. Le centre n'a pas besoin d'adjectif. Le centre doit se définir par rapport à lui-même et non par rapport aux autres. » Surtout, avait-il ajouté, c'est-à-dire à l'adresse de l'UDI : « Il ne doit pas y avoir d'alliance obligatoire, par exemple avec l'UMP, sinon c'est la dissolution... » ■